



Politique sur les services en langue française – mars 1999

La Politique sur les services en langue française du gouvernement du Manitoba reconnaît le fait que la population francophone du Manitoba constitue un élément de l'une des caractéristiques fondamentales du Canada. Cette politique a pour but de permettre aux Manitobains et Manitobaines d'expression française et aux établissements qui les servent de bénéficier de services gouvernementaux comparables dans la langue des lois du Manitoba.

Dans la mesure du possible, le gouvernement du Manitoba offre ses services dans les deux langues officielles dans les régions désignées où la population d'expression française est concentrée. Les régions désignées figurent sur la carte ci-jointe.

Les instances administratives visées par cette politique tiennent compte des objectifs de cette politique et des répercussions possibles sur la population francophone lorsqu'elles planifient et exécutent des réorganisations et des réformes administratives ou législatives, y compris la réorganisation des frontières.

Les services en langue française sont offerts dans des centres de services entièrement bilingues situés dans les régions désignées. Ils sont également offerts, après autorisation ou détermination du ministre responsable des Affaires francophones, dans des centres de services partiellement bilingues où le nombre de postes et d'employés désignés bilingues est suffisant pour garantir la prestation efficace de tels services.

Les instances administratives visées par cette politique offrent des services en langue française de façon active. Le concept de l'offre active signifie que les services en français, qu'ils soient fournis oralement, par écrit ou par voie électronique, sont manifestes, facilement disponibles et accessibles au grand public, et de qualité comparable à ceux qui sont offerts en anglais.

French Language Services Policy – March 1999

The French Language Services Policy of the Government of Manitoba recognizes the fact that the French-speaking population of Manitoba is a constituent of one of the fundamental characteristics of Canada. The policy's purpose is to allow this community and the institutions serving it to access comparable government services in the language of the laws of Manitoba.

The services provided by the Government of Manitoba are offered, to the extent possible, in both official languages in areas where the French-speaking population is concentrated. The designated areas are shown on the accompanying map.

Administrative bodies covered by this policy consider the objectives of this policy and possible impacts on the Francophone community when planning and carrying out administrative or legislative reorganizations and reforms, including boundary reorganizations.

French language services are provided in completely bilingual service centres located in the designated areas. They are also provided, as approved or specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, in partially bilingual service centres that have a sufficient number of designated positions and bilingual employees to ensure an effective delivery of such services.

French language services are actively offered by the administrative bodies covered by this policy. The concept of active offer means that services in French, whether provided by oral, written or electronic methods, are evident, readily available and easily accessible to the general public, and of comparable quality to those offered in English.

Toute la correspondance adressée à des particuliers ou à des groupes est rédigée dans la langue officielle que préfère le destinataire.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, tous les formulaires, les pièces d'identité et les certificats destinés au grand public sont bilingues.

Tous les documents d'information (écrits, audiovisuels ou électroniques) à l'intention du grand public sont produits dans un format bilingue, à moins qu'il soit souhaitable, en raison de contraintes de coût et de diffusion, de produire des versions anglaises et françaises. L'équivalent français peut être la version figurant sur le site Internet de l'instance administrative, dans les circonstances précisées par le ministre responsable des Affaires francophones. Les versions anglaises et françaises sont publiées en même temps.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les sites Web fournissent des renseignements et facilitent les échanges avec le public dans les deux langues officielles.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, les affiches et les avis au public se trouvant dans des régions désignées et dans des centres de services bilingues sont rédigés dans les deux langues officielles.

L'existence des services en français est rendue manifeste à l'aide de panneaux et de messages d'accueil appropriés.

Les campagnes d'information du public en anglais sont également produites en français, sous réserve des contraintes de coût et de diffusion.

Les instances administratives visées par la politique annoncent dans les médias français les postes vacants pour lesquels la connaissance du français est obligatoire ou préférable.

Sauf indication contraire de la part du ministre responsable des Affaires francophones, seuls des employés bilingues sont engagés dans les centres de services bilingues et dans les postes désignés bilingues jusqu'à ce que les exigences en matière de personnel bilingue soient respectées.

Lorsque le personnel d'un centre de services bilingues est entièrement bilingue, l'instance administrative encourage l'usage du français comme langue de travail.

Au moment de nommer quelqu'un à un conseil, à une commission, à un organisme, etc., on tient compte de la politique linguistique du gouvernement et du droit de tout Manitobain et de toute Manitobaine de comparaître devant un tribunal quasi judiciaire dans la langue officielle de son choix.

All correspondence with individuals or groups is in the official language preferred by the recipient.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, all forms, identity documents and certificates intended for the general public are in a bilingual format.

All information materials (written, audio-visual or electronic) intended for the general public are produced in a bilingual format, unless cost and distribution considerations justify separate language versions. The French language equivalent can be the version posted on the administrative body's Internet site in circumstances specified by the Minister responsible for Francophone Affairs. Separate language versions are released simultaneously.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, Web sites provide information and facilitate interactions with the public in both official languages.

Unless specified otherwise by the Minister responsible for Francophone Affairs, signs and public notices in the designated areas and in the bilingual service centres are in both official languages.

The availability of French language services is made evident with appropriate signage and reception messages.

Public information campaigns in the English language have a counterpart in the French language, subject to cost and distribution considerations.

The administrative bodies to which the policy applies use the French-language media to advertise vacant staff positions where French is a requirement or an asset.

Unless otherwise specified by the Minister responsible for Francophone Affairs, only bilingual employees are recruited in the bilingual service centres and designated positions until such time as the bilingual personnel requirements are met.

Where the staff of a bilingual service centre is completely bilingual, the administrative body encourages the use of French as the language of work.

Nominations to boards, commissions, agencies, etc., take due account of the language dimension of government policy, as well as the right of any Manitoban to use either official language before quasi-judicial tribunals.

Les instances administratives suivantes sont visées par cette politique et elles la mettent en œuvre :

- Tous les ministères, ainsi que les commissions, conseils, corporations et organismes de service spécial qui relèvent d'eux;
- Les sociétés de la Couronne et d'autres organismes ministériels;
- Les bureaux de l'Assemblée législative ainsi que les organismes quasi judiciaires soumis aux dispositions de l'article 23 de la *Loi de 1870 sur le Manitoba*;
- Les services publics réglementés par la Régie des services publics et servant des régions désignées;
- Les organismes désignés qui dispensent des services de santé et des services sociaux ainsi que les Offices régionaux de la santé qui sont désignés;
- D'autres instances, comme peut l'indiquer le ministre responsable des Affaires francophones.

Le Secrétariat aux affaires francophones, dont le mandat s'applique à toutes les instances administratives visées par la politique, est chargé de guider et de surveiller la mise en œuvre de cette politique. Dans l'exercice de son mandat, il voit à la mise en œuvre de la politique, et la facilite, de façon que le concept de l'offre active de services soit respecté, et il formule des recommandations à cet effet.

Le ministre responsable des Affaires francophones peut ordonner aux instances administratives visées par cette politique de prendre certaines mesures pour mieux respecter les objectifs de la politique.

Dans un souci de responsabilité publique, le Secrétariat aux affaires francophones publie un rapport annuel détaillant les résultats de la mise en œuvre de cette politique par les instances administratives visées. Le rapport annuel est établi en collaboration avec ces instances administratives.

N.B. : La politique a été adoptée en 1989 et révisée en 1999.

Secrétariat aux affaires francophones

Palais législatif, bureau 46
Winnipeg (Manitoba) CANADA
R3C 0V8

This policy applies to and is implemented by the following administrative bodies:

- All government departments and boards, commissions, corporations and special operating agencies reporting to them;
- Crown corporations and extra departmental organizations;
- Offices of the Legislative Assembly and quasi-judicial agencies subject to the requirements of Section 23 of the *Manitoba Act, 1870*;
- Public utilities governed by the Public Utilities Board and serving designated areas;
- Designated health facilities, social services agencies and Regional Health Authorities;
- Others as may be specified by the Minister responsible for Francophone Affairs.

The implementation of this policy is guided and monitored by the Francophone Affairs Secretariat, whose mandate applies to all the administrative bodies covered by this policy. In fulfilling its mandate, the Francophone Affairs Secretariat seeks and facilitates the implementation of this policy in a manner consistent with the concept of active offer and makes recommendations to that effect.

The Minister responsible for Francophone Affairs may direct the administrative bodies covered by this policy to carry out certain actions to better meet the objectives of this policy.

In order to ensure public accountability, the Francophone Affairs Secretariat publishes an annual report detailing the results of this policy's implementation by the administrative bodies covered by this policy. The annual report is prepared in collaboration with these administrative bodies.

Note: The policy was adopted in 1989 and revised in 1999.

Francophone Affairs Secretariat

Room 46 – Legislative Building
Winnipeg, Manitoba, CANADA
R3C 0V8

☎ (204) 945-4915

📠 (204) 948-2015

www.manitoba.ca/fls-slf

www.csbsc.mb.ca

